

L'imposture sociale du FN

Ce que nous propose le Front National, c'est la division de notre peuple en dressant les salarié-e-s les un-e-s contre les autres en fonction de leurs origines. Le poison du racisme ne fera que dégrader la société

En matière économique et sociale, le FN n'a qu'une ébauche de « programme », par ailleurs peu chiffrée et qui pourrait être modifiée au gré des circonstances.

Sur les questions économiques il s'agit des promesses tantôt adressées aux salarié-es (hausse du pouvoir d'achat, réduction de l'âge de départ à la retraite, etc.), tantôt adressées au patronat et aux riches (baisse de l'impôt sur les sociétés, réduction des cotisations sociales des employeurs...). Mais sur le fond, les propositions du parti d'extrême droite s'inspirent d'une logique profondément patronale.

Aucune proposition concrète pour le financement. Son positionnement relève plutôt de la posture. En revanche, il prend des engagements fermes à l'égard des propriétaires des entreprises et des plus fortunés.

Un parti pro-capitaliste, anti-immigré-e, xénophobe et ségrégationniste

Nulle part le système d'exploitation capitaliste n'est mis en cause. Au contraire, plusieurs « engagements » confirment l'attachement du parti d'extrême droite à ce système.

Vieux mot d'ordre cher au FN, la « préférence nationale » ne figure pas en tant que telle dans ses « nouvelles propositions ». Elle transparaît cependant à travers plusieurs mesures :

- l'inscription dans la Constitution de la « priorité nationale » qui consiste à donner la priorité – voire l'exclusivité – aux Français-e-s pour accéder à un certain nombre de prestations de service public en matière de santé, de logement, de protection sociale, de politique familiale, etc. ;
- l'instauration d'une « taxe sur l'embauche de salarié-es étrangers » ; la suppression de l'aide médicale d'État (AME) pour les « étrangers sans papiers » ; la suppression du droit du sol... De la même manière, la « sortie de l'euro » ne figure plus explicitement parmi les propositions du FN. Il s'agirait désormais

du « rétablissement d'une monnaie nationale, levier de notre compétitivité ».

Une fiscalité favorable aux riches

Le FN propose de diminuer les 3 premières tranches de l'impôt sur le revenu. Ceci ne change rien pour un ménage avec un enfant et percevant 20 000 € /an qui est déjà exonéré dans le barème actuel. Cela diminue l'impôt des ménages qui ont un revenu plus élevé et ce jusqu'à 143 796 €, ces derniers étant ceux qui bénéficient du plus gros rabais

Rien sur la suppression de la plupart des niches fiscales (recettes budgétaires possibles : 50 milliards par an) ou l'ajout de tranches d'imposition à l'impôt sur le revenu pour mieux taxer les hauts revenus (avec 18 milliards par ans de recette)

Le FN veut instaurer « une contribution sociale sur les importations de 3 % », qui n'est autre que la fameuse « TVA sociale » chère aux libéraux et à Nicolas Sarkozy. Cette nouvelle taxe va conduire à une hausse des prix à la consommation : pour rappel, la France importe plus qu'elle n'exporte ; et les capacités de production de l'industrie ne permettent pas de répondre aux besoins. Avant de penser à mettre des taxes sur les importations, il faut s'assurer de pouvoir produire localement les produits et services industriels dont a besoin la population. Sur l'industrie, le FN ne pose jamais la question de la logique productiviste et de l'exploitation capitaliste planétaire.

Le FN défend un capitalisme national de taille moyenne. Or, 90% des PME sont des filiales de grands groupes qui sont les vecteurs principaux de la financiarisation de l'économie et de la mondialisation libérale.

La TVA est l'impôt qui pèse le plus sur les petits et moyens revenus. L'impôt le plus juste est celui sur le revenu.

Le FN ne valorise pas le travail.

Il promet :

- une hausse de 80 euros par mois pour les salaires inférieurs à 1 500 euros nets : mais financé avec une baisse des cotisations sociales qui permettent le financement des solidarités.
- le retrait de la loi El Khomri, alors que le FN n'a jamais soutenu les salarié-es en grève mobilisé-es contre cette loi ultra libérale, insultant même les opposants, la CGT en tête.

- le maintien des 35 heures mais en le soumettant à des accords de branche (comme Macron !), mais la loi travail donne l'avantage au patronat dans le rapport de force.

- la retraite à 60 ans au bout de 40 années de cotisations (« retraite à taux plein ») mais avec une hausse des cotisations sociale patronale financée par le CICE. Or, l'enjeu réel du financement pérenne des retraites est la création d'emplois et la hausse des salaires. Dans le monde du travail le FN garde sous silence la dégradation des conditions de travail ou le recul des droits des salarié-es. La condition des femmes, souvent salariées précarisées, n'est abordée que sous le prisme d'une allocation leur permettant de...rester à la maison, dans la veine pétainiste.

Enfin il reprend une mesure sarkoziste qu'il décriait alors : la défiscalisation des heures supplémentaires. Cette mesure avait coûté 5 milliards d'euros/an aux finances publiques ; elle a empêché la création de 30 000 emplois (selon OFCE, en 2011). Et en omettant de dire une chose essentielle : si les salarié-es font des heures supplémentaires c'est que les salaires sont trop faibles. Le « travailler plus pour gagner plus » a fait la preuve de son inefficacité économiquement et socialement.

Les propositions du FN concernant les droits des femmes sont particulièrement pauvres, et pour cause. Sur fond de condamnation de "l'islamisme qui fait reculer les libertés fondamentales", rien n'est proposé pour lutter efficacement contre les violences au sein de la famille ou dans l'espace publique. Rien sur les droits sexuels et reproductifs, mais le rejet de la PMA pour les femmes seules ou homosexuelles en couple et la volonté de revenir sur le mariage pour tous : la liberté de choisir son mode de vie et sa sexualité n'est pas une valeur de ce parti. Pas de mesures de rattrapage des retards salariaux envers les femmes et la parité n'est pas leur priorité.

Pour lutter contre les discriminations, il faut accepter de remettre en cause notre modèle de société, fondé sur la suprématie masculine, et la domination du patronat au travail, dans la famille, dans la société ; et lutter contre les idées reçues qui contribuent à les perpétuer.

Les associations et les organisations syndicales qui œuvrent en ce sens sont malmenées par les élu-es FN dans les municipalités qu'ils contrôlent (arrêt des subventions et même censure des livres qui ne conviennent pas à leurs idées dans les bibliothèques).

In fine, quels nouveaux droits le FN propose-t-il aux salarié-es ? Aucun ! Il est d'ailleurs contre l'idée même de progrès social, et il combat ceux qui s'engagent auprès des salarié-es.

Le FN est l'héritier direct des groupes de choc de l'extrême droite qui s'en prenaient physiquement aux grévistes et aux militant-es ouvrier-es.

Sa haine du syndicalisme est au diapason du syndicalisme corporatif défendu de tout temps par l'extrême droite et qui puise ses références dans la Charte du travail de Pétain. Les formations politiques dont est issu le FN ont toujours défendu les guerres coloniales et le néo colonialisme.

Le pire, c'est que ses idées irriguent d'autres formations, d'autres candidats, participant à la dédiablement du FN. Qui s'en détache ? A chaque électeur de se poser la question.

Collectif nantais contre l'extrême droite et ses idées
(CGT, Solidaires, VISA, ATTAC, NPA, Ensemble, PAP)